

CITIZEN

GUERRE AU YÉMEN

Cri de détresse

Médecins sans frontières

Guerre, non-respect du droit humanitaire, risque de famine. MSF exhorte la communauté internationale à ne pas abandonner la population, première victime des violences.

Après une internationalisation du conflit en 2015 qui a entraîné un durcissement des combats, la situation du secteur médico-humanitaire au Yémen continue de se détériorer un peu plus chaque jour. Les violences et les bombardements sont quotidiens et affectent profondément la population et le système de santé, où hôpitaux, personnel médical et civils ne bénéficient plus d'aucune protection. La population yéménite a un besoin urgent d'assistance et ne doit pas être abandonnée par la communauté internationale, d'autant que les stocks de nourriture commencent à manquer et que la malnutrition menace une population déjà fortement fragilisée.

Au Yémen, les civils paient au prix fort les conséquences d'un conflit qui va entrer dans sa troisième année. Selon OCHA, l'agence humanitaire des Nations unies, près de 18,8 millions de Yéménites ont besoin d'aide ; par-

mi eux, 10,3 millions nécessitent une assistance immédiate pour sauver ou maintenir leur vie. Alors que depuis le début de la guerre les besoins médicaux ont explosé, plus de 14 millions de personnes n'ont pas accès à des soins de santé adéquats.

Soigner sous les bombes

Les parties au conflit ne respectent pas grand-chose, ce qui génère d'importantes souffrances pour les populations civiles. Un nombre significatif de marchés, d'écoles et de zones résidentielles ont été pris pour cible. L'approvisionnement en nourriture et en fournitures médicales est rendu particulièrement difficile par la fermeture de l'aéroport de Sanaa et le bombardement du port de Hodeida, principales voies d'entrée des importations dont dépend le pays. Aucune partie belligérante ne reconnaît ni ne respecte le statut protégé des hôpitaux et des installations médicales selon le droit humanitaire international. Au moins 274 structures de santé, dont 4 hôpitaux MSF, ont été pris pour cibles, rendant difficile, voire impossible, l'accès et l'organisation des soins médicaux dans le pays, où



PHOTO : MSF

moins de 45 pour cent des établissements de santé fonctionnent encore.

« Ce qui se passe au Yémen est totalement inacceptable. Au cours des deux dernières années, de nombreuses structures médicales ont été les cibles de frappes aériennes. Ces attaques à répétition ont accru la pression sur un système de santé déjà fragile alors que la population craint de plus en plus d'aller dans les hôpitaux de peur d'y être la cible d'attaques », explique Djoen Besselink, chef de mission MSF au Yémen. (...) Dans les dix gouvernorats où travaille MSF, nos équipes observent la même réalité : les violences, la pauvreté, les difficultés pour accéder aux produits de première nécessité et à des soins abordables et de qualité affectent

toujours un peu plus des millions de Yéménites. « La situation empire chaque jour au Yémen et les besoins médicaux et non médicaux sont en constante augmentation », déplore Djoen Besselink.

Il appartient à la communauté internationale de se mobiliser davantage afin de venir en aide à la population yéménite. L'aide humanitaire doit être renforcée de toute urgence, sans quoi la situation sanitaire ne pourra que se détériorer, encore et encore. « Nous restons déterminés à venir en aide aux personnes affectées par ce conflit. Nous continuerons à soigner sous les bombes, en apportant des soins médicaux d'urgence aux victimes », conclut Paul Delaunoy, directeur de MSF Luxembourg

DAKOTA-PIPELINE-AUFRUF:

Geldhahn zudrehen!

Der Luxemburger Staat und der öffentliche Pensionsfonds sollen jede finanzielle Unterstützung der Dakota Access Pipeline aufgeben, fordern die InitiatorInnen dieses Aufrufs.

Die knapp 1.900 Kilometer lange Dakota Access Pipeline führt durch Land, das der indigene Stamm der Standing Rock Sioux in North Dakota als heilig ansieht. Sie bedroht die Wasserversorgung von Millionen Menschen und würde das Klima massiv schädigen. Anfang Dezember wurde der Weiterbau nach monatelangen Protesten des Stamms und seiner Unterstützer aus aller Welt von der Obama-Administration gestoppt; die Protestbewegung hatte intensive Umweltprüfungen durchgesetzt. Der neue US-Präsident Trump hat die ver-

antwortlichen Behörden jedoch am 24. Januar angewiesen, den Bau der Dakota Access Pipeline, ebenso wie den der Ölpipeline Keystone XL, wieder aufzunehmen und zu beschleunigen. Das Projekt steht symbolisch für Donald Trumps verantwortungslose Klimapolitik und widerspricht fundamental dem Gedanken der Nachhaltigkeit.

Weltweit werden die Banken, die das Dakota Access Pipeline-Projekt finanzieren, aufgefordert, ihre Beteiligung zu überdenken und zurückzuziehen. Insgesamt 35 Finanzinstitute sind an der Finanzierung der Dakota Access Pipeline beteiligt oder stellen Kredite für dieses Projekt, das nicht nur der Umwelt schadet, sondern auch Menschenrechte und Rechte indigener Völker verletzt. Viele dieser

Banken haben sich dem Prinzip der Nachhaltigkeit und dem Respekt der Menschenrechte verschrieben - ein Prinzip, das beim Bau der Dakota Access Pipeline massiv verletzt wird.

Unverantwortlich, unvereinbar

Zu den Banken, die das Projekt direkt finanzieren, gehört auch die BNP Paribas, an der der Luxemburger Staat beteiligt ist. Auch der öffentliche Pensionsfonds Luxemburgs unterstützt die Bau- und Betreiberfirmen der Dakota Access Pipeline durch Obligationen in Millionenhöhe. Darüber hinaus investiert der öffentliche Pensionsfonds Luxemburgs ebenfalls massiv Geld in zahlreiche Banken, die am Projekt beteiligt sind. Wir fordern die Luxemburger Regierung, die BNP Paribas und den öffentlichen Pensionsfonds auf: Beendet jegliche Unterstützung für die Dakota Access Pipeline! (...)

Die Anleihen, die der öffentliche Pensionsfonds Luxemburgs an den Bau- und Betreiberfirmen der Da-

kota Access Pipeline hält, sind keineswegs mit einer nachhaltigen und verantwortlichen Investitionspolitik vereinbar. Der öffentliche Luxemburger Pensionsfonds sollte nur Unternehmen unterstützen, die sich ihrer sozialen Verantwortung bewusst sind, nachhaltig wirtschaften sowie Menschenrechte und internationale Abkommen respektieren; die finanzielle Unterstützung von Banken, die an der Dakota Access Pipeline beteiligt sind, ist ebenfalls damit unvereinbar. Wir laden alle Bürger und Bürgerinnen sowie Organisationen der Zivilgesellschaft ein, diesen Aufruf - unter www.nodapl.lu - zu unterstützen.

Aufruf von Magali Paulus, Justin Turpel, Jean-Sébastien Zippert, Martina Holbach, Nathalie Oberweis, Carole Reckinger, Michel Decker, Jean Feyder, Véronique Faber, Christine Dahm, Thierry Defense und Gilles Dacheux.